

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIRECTION DES SERVICES COMMUNAUX
DIVISION TECHNIQUE
SERVICE CIRCULATION ROULAGE ET ENTRETIEN

MARCHE N° :... ..

ENTRETIEN COURANT DE VOIRIES A AIT MELLOUL

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché n°

CPS _____ CAM _____ entretien courant de voirie à ait melloul

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIRECTION DES SERVICES COMMUNAUX
DIVISION TECHNIQUE
SERVICE CIRCULATION ROULAGE ET ENTRETIEN

ENTRETIEN COURANT DE VOIRIES A AIT MELLOUL

Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix , en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 l'alinéa 3 du paragraphe 3 de du décret n° 02-12-349 du 08 jourmada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur le **Président du Conseil de la commune d'Ait Melloul**, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul.

D'une part,

ET :

- **Mr (Mme) :** _____
- **en qualité au sein de son entreprise :** _____
- **Numéro de TELEPHONE** _____
- **numéro du FAX** _____
- **ADRESSE ELECTRONIQUE** _____
- **Agissant au nom et pour le compte de :** _____

- **Faisant élection de domicile à :** _____

- **Adresse du siège social :** _____

- **Inscrit au registre de commerce de:** _____ **sous n°** _____
- **Affilié à la C.N.S.S sous n° :** _____
- **Titulaire du compte (RIB) 24chiffres: n°** _____
- **Ouvert au nom de** _____ **à** _____

- **Patente n° :** _____
- **identification fiscale** _____

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

 CPS _____ CAM _____ entretien courant de voirie à ait
 melloul

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ :

Le présent marché a pour objet **L'entretien courant des voiries à Ait Melloul ; Commune Ait Melloul ; Préfecture Inezgane-Ait Melloul.**

ARTICLE 2 : DÉFINITION

Dans l'ensemble du présent document les termes seront utilisés avec les définitions suivantes :

Maître d'Ouvrage désigne : Commune d'Ait Melloul

L'Entrepreneur : désigne l'entreprise titulaire de l'ensemble des travaux du présent Marché.

Le marché : désigne l'ensemble des documents contractuels énumérés dans l'article 4 ci-dessous.

ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est Passé par appel d'offres ouvert sur offres des prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

-TRAVAUX D'ENTRETIEN DE VOIES EN ENROBE BITUMINEUX (nids de poules ; traversées et surfaces de chaussées dégradées)

- TRAVAUX D'ENTRETIEN DES TROTTOIRS EN CARREAUX STRIES ET LUSTRES.

- TRAVAUX DE POSE DE BORDURES DES CUVETTES D'ARBRES.

- FLASHAGE ET REPROFILAGE EN EB.

- AMENAGEMENT DES CANIVEAUX PAR DES TAMPONS EN FONTE DUCTILE.

ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ REFERENCES AUX TEXES GENERAUX ET SPECIAUX

Les obligations de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux objet du marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

A - Pièces constitutives du marché seront par ordre de priorité :

1/ Acte d'engagement.

2/ Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S)

3/ Bordereau des prix et détail estimatif.

4/ Cahier des prescriptions communs

5/ Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux CCAG-T.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du présent marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

B les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent:

- -Les ordres de service;
- -Les avenants éventuels ;
- La décision prévue à l'article 57 DU CCAGT-T

C- TEXTES GENERAUX

Les obligations de l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux objet du présent Marché résultent de l'ensemble

des documents suivants :

1) le Dahir n°1 -15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation et exécution de la loi organique

n°113-14 relative aux communes.

2) les textes prise pour application de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales

et leur groupement,

3) la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabi II1436(19 FEVRIER 2015)

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

- 4) Dahir N°1 -56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés
- 5) décret n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431(03 janvier 2010) portant règlement de comptabilité publique des collectivités locales et leur groupement
- 6) le décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.
- 7) Décret N° 2-14-394 du 06 chaaban 1437(13 mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des travaux (CCAG-T).
- 8) décret n°2-14-272 DU14 REJEB 1435 (14 MAI 2014) relatifs aux avances en matière de marchés publics.
- 9) décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques.
- 10) Le Dahir n° 1.03.194 du 14 rejab 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail.
- 11) Le Décret n°2.94.223 du 6 Moharrem 1415 (16/06/1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant,
- 12) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes
- 13) Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant le Cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- 14) Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires et celles relatives à la réglementation et législation du travail au Maroc.
- 15) Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.
- 16) Arrêté du ministre de l'économie de finances n°1593-15 DU 19 RAJEB1436 (08mai 2015) fixant les modèles de documents pour le nantissement des marchés publics.
- 17) La note circulaire n° 18 DCP du 1/2/82 de Monsieur le trésorier générale relative à l'acquisition des timbres sur les contrats et les marchés publics modifié par le dahir n° 1/77/629 du 09 octobre 1977 et complété par le décret n°2/79/512 du 26 joumada II 1400 (12mai 1980).

2-TEXTES SPECIAUX

- Le devis général d'architecture (D.G.A) réglant les conditions d'exécution des bâtiments administratifs rendu applicable par le décret royal n° 406.67 du 9 Rabi II 1387 (17 Juillet 1967).
 - Les règlements en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (locaux d'habitation).
 - Les règlements de police et de voirie en vigueur au moment de l'exécution des travaux.
 - Le Dahir n° 1.70.157 du 30.7.70 relatif à la normalisation modifiée par le dahir portant loi n° 1.93.221 rendant applicable l'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes françaises (D.T.U) et les prescriptions techniques provisoires ayant valeur de cahier des charges.
 - La note circulaire n° 16 du 1.2.82 relative à la nouvelle procédure d'acquittement des droits de timbres.
 - Le devis général d'architecture (édition 1956) du royaume du Maroc approuvé par la décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme du 27 février 1956 et rendu applicable par le décret royal n° 406- 67 du 17 juillet 1967;
 - La loi n° 12-90 relative à l'urbanisme ;
 - Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismique et instituant le comité national de génie parasismique;
 - Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;
 - les Cahier des prescriptions communes applicables aux types des prestations faisant objet du présent marché.
 - Tous les textes réglementaires spéciaux ayant trait à la nature des prestations du présent marché.
 - Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.
- L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : LITIGES

Tous litiges ou contestations pouvant survenir au présent marché entre l'entrepreneur et le maître d'ouvrage respectivement en application des dispositions des articles-81-82 83 et 84 du CCAG-T

ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à **12 (douze) mois** à compter à de **La date de commencement fixée dans l'ordre de service** prescrivant le commencement de l'exécution des travaux. cette date ne doit pas être inférieure à 10 dix jours de la date de notification de l'ordre de service. En application des dispositions des **articles 8,11 et 40 du CCAG-T** .Les conditions de prolongation du délai d'exécution sont celles dans les cas prévus par le CCAG-T

ARTICLE 8 : PENALITES

En application de l'article 65 du CCAG-T, En cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard à l'encontre de l'entrepreneur si le retard affecte le délai global du marché. cette pénalité est fixée à un pour mille (1/1000) du montant initial du marché., éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux

Le plafond des pénalités ne pourra excéder **huit pour cent (8%)** du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants intervenus, lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice en 'application les clauses prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 9 : RECEPTION PROVISOIRE

l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-T, le maître d'ouvrage, s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité avec l'ensemble des obligations du marché des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 10 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT

Le cautionnement provisoire est fixé à **VINGT CINQ MILLE DIRHAMS (25.000,00 DHS)**.

Ce cautionnement provisoire sera restitué au titulaire du présent marché après que ce dernier ait constitué le cautionnement définitif dans les délais réglementaires et conditions ci-après au présent article et tout en respectant **l'article 18 du CCAG-T** et les législations en vigueur.

En application des dispositions de **l'article 15 du CCAG-T** Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%) du montant initial du marché**. arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué **au maître d'ouvrage** dans les **vingt (20) jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation** du présent marché.

Le cautionnement définitif sera restitué au titulaire du présent marché après la réception définitive des prestations et tout en respectant d'autres législations en vigueur.

Le cautionnement définitif peut être remplacé par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-T. La restitution sera faite à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

Les droits du maître d'ouvrage sur les cautionnements au titre du présent marché sont régies par CCAG-T ET en application la législation en vigueur

ARTICLE 12 : DELAI DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

le délai de garantie au présent marché est fixé à **(12) douze mois** et compté à partir de la date de la réception provisoire des prestations faisant objet du présent marché. dans les conditions prévues par le CCAG-T.

En application des dispositions de l'article 16 et 64 du CCAG-T, la retenue de garantie est fixée à **1/10 (un dixième) des acomptes**, elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint **7% (sept pour cent) du montant initial** du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

La retenue de garantie peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires s'engageant avec l'entrepreneur conformément à la législation et à la réglementation en vigueur En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-T.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la date de la réception définitive des travaux.

ARTICLE 13 : DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir satisfait aux prescriptions de l'article N° 20 du CCAG-T, en ne faisant pas élection de domicile au Maroc dans l'acte d'engagement., toute notification relative à l'Entreprise lui sera valablement faite à l'adresse du siège social dans le présent cahier prescription spéciales.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 7 du CCAG-T, l'entrepreneur acquitte les droits de timbre dus au titre du présent marché conformément à la législation en vigueur

ARTICLE 15 : DELAI DE NOTIFICATION D'APPROBATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai maximum de soixante quinze jours (75 jours) à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

ARTICLE 16- TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES-CHANGEMENT DANS LA MASSE DES TRAVAUX - CHANGEMENT DANS provenance et dans les quantités

Les travaux supplémentaires, changement dans la provenance de matériaux en cas d'augmentation et la diminution dans la masse des travaux et en cas de changement dans les quantités du bordereau détail estimatif Les articles du C.C.A.G.T, sont appliquées respectivement 55 -56 -57-58 et 59 sans aucune restriction..

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 18 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) , est du **Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

En application de l'article 13 du **CCAG-T** et de l'article 4 de la loi 112-13 , La Commune Ait Melloul délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé **un exemplaire unique** de son marché

ARTICLE 19 : REVISION DES PRIX

En application l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés , les prix du présent marché seront révisibles selon les formules suivantes:

$P = P_o [0,15 + 0,85 TR4bis / TR4bis0]$

Po: étant le montant initial hors taxes de la prestation considérée du mois de la date de la remise des offres;

P: étant le montant hors taxes révisé de prestation considérée ;

TR4bis0: étant la valeur de l'index global relatif aux travaux de renforcement ou de construction de chaussée avec enduit superficiel y compris fourniture de liant au mois de la date limite de remise des offres;

TR4bis: étant la valeur du même index à la date d'exigibilité de la révision.

les prix faisant objet du présent marché seront révisibles dans les conditions précisées dans l'article 54 **CCAG-T** et les dispositions de l'Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics

ARTICLE 20: TAXES SUR LES PRIX

Tous les prix unitaires sont établis par l'entreprise comportent toutes les charges mais hors TVA qui ne sera majorée qu'au montant global du détail estimatif.

ARTICLE 21 : MODE DE REGLEMENT- MODE DE PAIEMENT

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront réglés par application des prix unitaires établis pour chaque nature d'ouvrage par l'entrepreneur aux quantités réellement exécutées, les quantités prises en compte résulteront d'attachements pris en cours des travaux. Ensuite le montant global sera majoré du montant de la TVA.

Les renseignements fournis par le maître d'ouvrage ne dispensent pas l'entrepreneur d'affronter les difficultés particulières susceptibles d'être rencontrées. En cas l'entrepreneur ne peut se prévaloir de l'insuffisance de renseignements fournis par l'administration pour revenir en cours de marché sur les prix qu'il a accepté ou pour demander une indemnité.

L'entrepreneur sera réputé s'être rendu compte sur place des difficultés des travaux, et il n'aura droit à aucune plus value sur les prix du bordereau, quelque soient les difficultés spéciales rencontrées pendant les travaux.

Le règlement des travaux se fera en appliquant aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées des prix unitaires du bordereau des prix -détail estimatif par les décomptes provisoires et dans le décompte définitif et général

Les attachements ou avancement des travaux et les décomptes seront élaborés dans les conditions fixées par le **CCAG-T**

MODE DE PAIEMENT

Les paiements relatifs au présent marché se feront par virement au compte bancaire de titulaire du présent marché signalé dans son acte d'engagement.

ARTICLE 22 : RESILIATION

Les conditions de résiliation qui seront appliquées au présent marché seront celles prévues dans le **C.C.A.G.T** et les dispositions du décret N° 2-12-349 précités

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

ARTICLE 23 : NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement les locaux ou il travaille des gravois et débris divers qui sont le fait de son activité. L'Administration pourrait à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément les locaux devront être parfaitement nets. Les gravois et débris devront être déposés au voisinage des constructions en un ou plusieurs endroits désignés par l'Administration ils seront ensuite enlevés par l'entrepreneur aux décharges publiques.

Aux cas où l'état de propreté du chantier lui-même ne serait pas satisfaisant l'Administration pourrait faire exécuter le nettoyage par l'entrepreneur chaque fois qu'il le jugera nécessaire. En tout cas de cause ce nettoyage devra être fait une fois par mois au moins.

ARTICLE 24 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent d'être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits aux frais de l'entrepreneur

ARTICLE 25 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

1- L'entrepreneur sera responsable de provoquer lui même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'administration.

2- Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix figurent les frais suivants : Branchement du chantier au réseau d'eau, d'électricité etc. ainsi que les consommations correspondantes pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 26 : OBLIGATIONS PARTICULIERES

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des testés énumérés ci dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou norme en vigueur à la date de la remise de l'offre applicable aux travaux du présent marché.

Dans le cas où un point du projet ne serait pas conforme à une publication en vigueur l'entreprise devrait le signaler l'Administration avant la remise de son offre. Tous les frais d'une modification du projet une fois le marché passé seraient à la seule charge de l'entreprise.

ARTICLE 27 : PLANS DE RECOLLEMENT

Enfin d'exécution des travaux, et sous les directives du maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit fournir à l'administration les plans de recollement.

ARTICLE 28 : ORDRES DE SERVICE - LETTRES - INSTRUCTIONS

L'entrepreneur se conformera strictement aux plans tracés et dessins de détails dressés par le Maître d'Ouvrage ainsi qu'aux ordres de services lettres et instructions signés par le comité de suivi.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer.

Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier un retard dans l'exécution.

ARTICLE 29 : PRIX

Il est formellement stipulé que l'entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des travaux pour avoir personnellement examiné dans leurs détails les pièces du projet établis par le Maître d'Ouvrage, avoir visité l'emplacement de la construction : s'être entouré de tous les renseignements nécessaires désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondant à des ouvrages en parfaite état d'achèvement et de fonctionnement ils comprennent également tous les percements saignés rebouchages raccords etc. En général. toutes charges imposées par la réglementation en vigueur.

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

ARTICLE 30 : ASSURANCE

Avant tout commencement des travaux ,l'**entrepreneur doit adresser à la commune d'Ait Melloul** une ou plusieurs attestations délivrés par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet , justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché pendant la durée des travaux et précisant leurs dates de validité , à savoir ceux rapportant aux **accidents de travail , aux véhicules automobiles et engins , la responsabilité civile incombant à l'entrepreneur et aux maître d'ouvrage et aux dommages à l'ouvrage** Conformément à l'article 25 du CCAG-T.

en cas de non respect de dispositions du présent article ,les clauses de l'article 79 CCAG-T seront applicables

ARTICLE 31 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR DIRECTION ET ENCADREMENT DU CHANTIER

L'Entrepreneur sera tenu d'assister personnellement au moins une fois par mois, aux visites de chantier faites par le Maître d'ouvrage. ou se faire présenter par de collaborateurs désigné par lui et acceptés par la commune

Pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur sera représenté en permanence sur le chantier par un responsable qualifié. La direction de ce chantier devra être effectivement assurée sans interruption. Si la qualification du responsable n'apparaît pas suffisante, le Maître d'ouvrage pourra en demander le remplacement ou l'assistance jugée nécessaires.

l'entrepreneur se réfère aux dispositions de l'article 21 du CCAG-T,

ARTICLE 32 : CHARGES PARTRICULIERES

Les prix remis par l'entreprise comprendront tous les frais afférents à l'entreprise et notamment les frais suivants :

- Tous les frais de douane taxes et impôts divers.
- Tous les frais de branchement et de consommation d'eau et d'électricité pendant la durée des travaux.
- Tous les frais de gardiennage de nuit et pendant les jours fériés du chantier et de ces abords.
- tous les frais d'installation et repliement de chantier.

ARTICLE 33 : MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES

D'une manière générale les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art.

Si les désignations du CPS ne sont pas suffisantes il demeure bien entendu que la signature du marché implique que les renseignements complémentaires ont été obtenus par l'entrepreneur avant la remise de ses offres des prix.

ARTICLE 34 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics et de l'article 99 de la loi organique n°113-14 relatives aux communes.

ARTICLE 35 : CONNAISSANCES DU DOSSIER

Une série complète des plans dressés par L'administration ayant été remis en même temps que le présent dossier de pièces contractuelles à l'entreprise soumissionnaire celle ci -déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble du dossier et du projet
- Avoir Fait précisé tout point susceptible de contestations.
- Avoir fait tout calcul et sous détail.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et nature à donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toute difficulté résultant du bâtiment existant des accès des alimentations des branchements en eau et en électricité et toute autre difficulté qui pourront se présenter pour laquelle aucune réclamation ne sera prise en considération.

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

ARTICLE 36 : COMMENCEMENT DES TRAVAUX

En exécution de l'article 40 du CCAGT. Le commencement des travaux intervient sur ordre de service du maître d'ouvrage qui doit être donné dans un délai maximum de trente (30) jours qui suit la date de la notification de l'approbation du marché.

L'entrepreneur doit commencer les travaux à compter de la date fixée dans l'ordre service prescrivant le commencement des travaux. Cette date ne doit pas être inférieure à dix jours 10 jours de la date de notification de l'ordre de service

ARTICLE 37 : les mesures coercitives

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas à ses obligations contractuelles au titre du présent marché des mesures correctives seront prises à son égard En application de l'article 79 du **CCAG-T** et en cas de groupement les dispositions de l'article 80 du **CCAG-T**

ARTICLE 38 : INERET MORATOIRES

le règlement des sommes dues à l'entrepreneur en cas de retard de paiements , en fera application du décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant le délai de paiement et les intérêts moratoires des commandes publiques

ARTICLE 39 AVANCE :

En application de l'article 63 du **CCAG-T** et le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics l'entreprise a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné.

Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage.

La caution personnelle et solidaire doit être choisie parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances. ne comportant aucune réserve et demeurant affecté aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et titulaires des marchés publics. Cette caution restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance.

Cette avance est réglée à l'entrepreneur dans les 30 jours après la notification de l'ordre de service de commencement des travaux et l'acceptation de la caution bancaire. le remboursement de l'avance commence à partir d'un premier décompte des prestations et est effectué par déduction de 15% e quinze pourcent du montant de l'avance de manière à ce que le remboursement du montant total doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant T.T.C des prestations qui lui sont confiées au titre du dit marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80 % du montant initial du marché, le solde à rembourser sera sur le décompte Net dernier.

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES

PRIX N° 01 : TERRASSEMENT EN MASSE DEBLAIS EN TERRAIN DE TOUTE NATURE :

Rémunéré au mètre cube, les déblais en tout terrain pour la mise en profil de la plate-forme de la chaussée, des trottoirs et des surfaces piétonnes, à toute profondeur, suivant les prescriptions du CPS, y compris:

- Sélection des déblais en vue de leur réutilisation ou de leur évacuation dans un lieu agréé par le Maître d'Ouvrage.
- Arrosage et compactage à 95 % de l'OPM de la totalité de l'emprise.
- Dressage, compactage et réglage des fonds de forme.
- Démolition des revêtements et ouvrages existants
- Enlèvement des racines des arbres gênant les travaux.

Payé au **mètre cube** des déblais réellement exécutés mesurés au vide de fouille sans foisonnement au prix N° 01.

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

PRIX N° 02 - GRAVE NON TRAITE POUR COUCHE DE BASE GNB (0/31,5)

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture, le transport et la mise en place d'une couche de base en grave non traitée type (GNB) (tout venant de concassage 0/31.5), tout en apportant les différentes corrections.

«L'entreprise prendra en charge tout les frais d'études d'analyse du laboratoire pour la réalisation du corps de chaussée.»

Des études sur la granulométrie ainsi que les essais sur l'indice de la compacité, et tout autre étude nécessaire à la bonne mise en œuvre seront effectués (par l'entrepreneur) sur les matériaux, les résultats doivent être conformes aux normes en vigueur et transmis à au maitre d'ouvrage pour appréciation.

Payé au mètre cube au prix N° 02.

PRIX N° 03 : REVETEMENT EN BETON REFLUE DE 10 CM D'ÉPAISSEUR:

Rémunéré au mètre carré, l'exécution de dallage en béton de 10 cm d'épaisseur ,dosé à 300 kg /m³ de ciment CPJ 45, y compris réalisation des pentes .

Payé au mètre carré au prix N° 03.

PRIX N° 04 : FOURNITURE ET POSE DE LA BORDURE JARDIN TYPE T1 POUR CUVETTES DES ARBRES.

Rémunéré au mètre linéaire, la fourniture, le transport et la pose des bordures jardin type T1 (préfabriquée dans une usine agréée) , teintée dans la masse 1er choix destinées pour la confection des cuvettes des arbres , y compris :

- Fouille en rigole sur une largeur supérieure de 0,10 m aux largeurs des éléments.
- Forme en béton dosé à 300 kg de ciment CPJ45 sur 10 cm d'épaisseur et sur toute la largeur de la fouille.
- Joints au mortier de ciment teinté.

L'échantillon doit être soumis à l'approbation de maitre d'ouvrage.

Payé au mètre linéaire au prix N° 04

N° 05 : REVETEMENT EN CARREAUX STRIES ET LUSTRES:

Rémunéré au mètre carré , la fourniture, et la pose de carreaux série rustique poncés et lustrés , identique à l'existant (notamment de dimension 40cmx4cm ou 33cmx33cm), destiné à la réparation des petites surfaces autour des arbres ornementales déplacées . le motif, la couleur des carreaux suivant les indications de l'administration, y compris :

- La forme de pose en mortier de ciment dosé à 350 kg de CPJ 35 de 5 cm d'épaisseur
- Application d'une barbotine de ciment dosée à 500kg
- Jointement en mortier de ciment

Ce prix s'applique au mètre carré de surface exécutée, sans plus-value pour l'exécution des petites surfaces ,taille et toutes sujétions .

Payé au mètre carré au prix N° 05

PRIX N° 06 : FOURNITURE ET POSE DE PAVE AUTOBLOQUANT.

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture, le transport, la pose et la stabilisation du pavé autobloquant lisse ; d'épaisseur 6 cm , type, couleurs et motifs au choix du maître d'ouvrage , destiné à la réparation des dégradations de chaussées en pavé, y compris toutes sujétions de mise en œuvre .

Ce prix comprend la fourniture et la pose d'une couche de sable de concassage d'épaisseur 5 cm , le remplissage des joints par du sable à béton et le façonnage d'une bordure en béton B3 pour stabilisation de la structure.

Ouvrage payé au mètre carré au prix N° 06

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

PRIX N° 07 : IMPREGNATION EN CUT-BACK 0/1

Ce prix rémunère à la tonne la fourniture, le transport et l'application d'une couche en cut back 0/1 à raison de 1,30 kgs/m² y compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Ouvrage payé à la tonne au prix N° 07.

PRIX N° 08 : EMULSION A 65% POUR COUCHE DE BASE

Ce prix rémunère la fourniture, le transport et la mise en place d'une couche en émulsion de bitume dosé à 65% pour les surfaces de chaussées y compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Ouvrage payé à la tonne au prix N° 08 .

PRIX N° 09 FLASHAGE ET REPROFILAGE EN ENROBE A CHAUD (0/10) :

Rémunéré à la tonne, la fabrication, la fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux pour l'exécution d'un flashage et reprofilage en enrobé à chaud (0 / 10), les frais de pesage sont à la charge de l'entreprise y compris :

- La formulation de l'enrobé par un laboratoire agréé.
- découpage des bords des dégradations situés dans les voies aménagées en enrobé à l'aide d'une tronçonneuse SCIE à sol
- Répandage mécanique ou manuel suivi d'un compactage adéquat

Ouvrage payé à la tonne au prix N° 09

PRIX N° 10 : TAMPON EN FONTE DE DIMENSION 750X400X27 POUR CANIVEAU.

ce prix rémunère en unité , la fourniture et la mise en place des tampons pour caniveaux sous chaussée, en fonte ductile, de dimensions 750x400x27,y compris cadres en fonte ductile et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'unité au prix N° 10

PRIX N° 11 : TAMPON EN FONTE DE DIMENSION 750X600X27 POUR CANIVEAU.

ce prix rémunère en unité, la fourniture et la mise en place des tampons pour caniveaux sous chaussée, en fonte ductile, de dimensions 750x600x27,y compris cadres en fonte ductile et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'unité au prix N° 11

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

MARCHE N° :

ENTRETIEN COURANT DE VOIRIES A AIT MELLOUL

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

PR IX N°	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UNITE	QUANT IE	Prix Unitaire en DH Hors TVA	PRIX TOTAL DH Hors TVA En Chiffres
				En Chiffres	
1	terrassement en masse déblais en terrain de toute nature	M ³	312,00		
2	grave non traite pour couche de base GNB (0 / 31,5)	M ³	250,00		
3	revêtement en béton reflue de 10 cm d'épaisseur	M ²	950,00		
4	fourniture et pose de la bordure jardin type t1 pour cuvettes des arbres	ML	3800,00		
5	Revêtement en carreaux stries et lustres	M ²	950,00		
6	fourniture et pose de pave autobloquant	M ²	300,00		
7	Imprégnation en cut-back 0/1	T	2,00		
8	Emulsion a 65% pour couche de base	T	3,50		
9	flashage et Reprofilage en enrobés a chaud (0 / 10)	T	800,00		
10	tampon en fonte de dimension 750x400x27 pour caniveau.	U	22		
11	tampon en fonte de dimension 750x600x27 pour caniveau.	U	11		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA 20.%)					
TOTAL(en DH) TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif TVA COMPRISE à la somme de :

.....

FAIT ALE.....
SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

CPS _____ CAM _____ entretien de voirie à ait melloul

MARCHE N°..... RELATIF A L'ENTRETIEN COURANT DE VOIRIES A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics

Arrêté le montant Initial (T.T.C) du présent marché (en chiffres et en lettres)à la somme de :

.....
.....
.....

<p><u>Etabli et vu et vérifié par le service</u> <u>CIRCULATION ROULAGE ET</u> <u>ENTRETIEN</u></p> <p>Ait Melloul Le.....</p>	<p><u>visé par le chef de la division</u> <u>Technique</u></p> <p>Ait Melloul Le.....</p>
<p><u>Présenté Par le maitre d'ouvrage</u></p> <p>Ait Melloul le</p>	

<p><u>Lu et Accepté Sans Réserves ni restrictions</u> <u>Par le prestataire du service</u></p> <p>Fait à Le</p>


<p><u>cadre réservé à l'autorité compétente</u> <u>habilitée à l'approbation</u></p> <p>Fait à Le</p>

MARCHE N°..... RELATIF A L'ENTRETIEN COURANT DE VOIRIES A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'alinéa 2 paragraphes 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics

Arrêté le montant Initial (T.T.C) du présent marché (en chiffres et en lettres) à la somme de :

.....
.....

<u>Etabli et vu et vérifié par le service</u> <u>CIRCULATION ROULAGE ET</u> <u>ENTRETIEN</u>	<u>visé par le chef de la division</u> <u>Technique</u>
Ait Melloul Le.....	Ait Melloul Le.....
<p><i>Présenté Par le maitre d'ouvrage</i></p> <p>04 MAI 2017</p> <p>Ait Melloul le</p> 	

<p><u>Lu et Accepté Sans Réserves ni restrictions</u> <u>Par le prestataire du service</u></p> <p>Fait à Le</p>

<p><u>cadre réservé à l'autorité compétente</u> <u>habilitée à l'approbation</u></p> <p>Fait à Le</p>

CPS _____ CAM _____ entretien courant de voirie à ait melloul

CPS _____ CAM _____ entretien courant de voirie à ait melloul

CPS _____ CAM _____ entretien courant de voirie à ait melloul